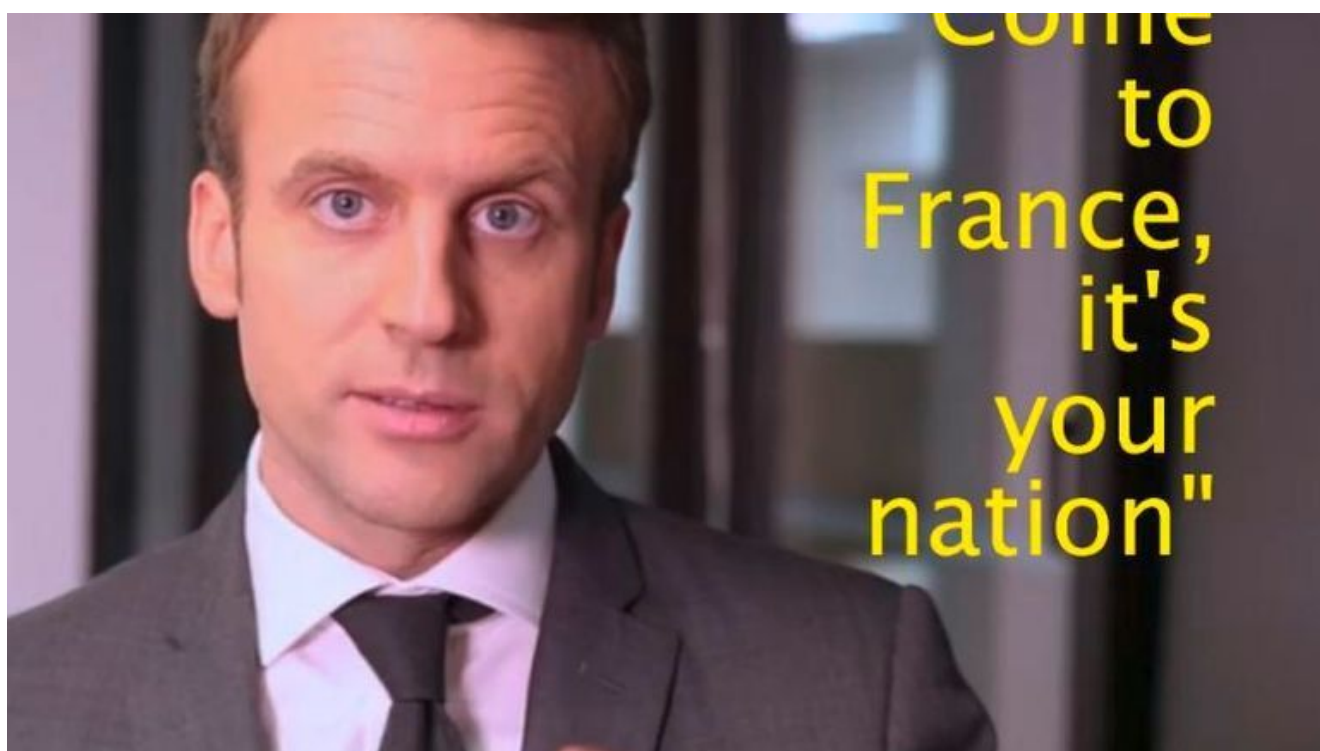
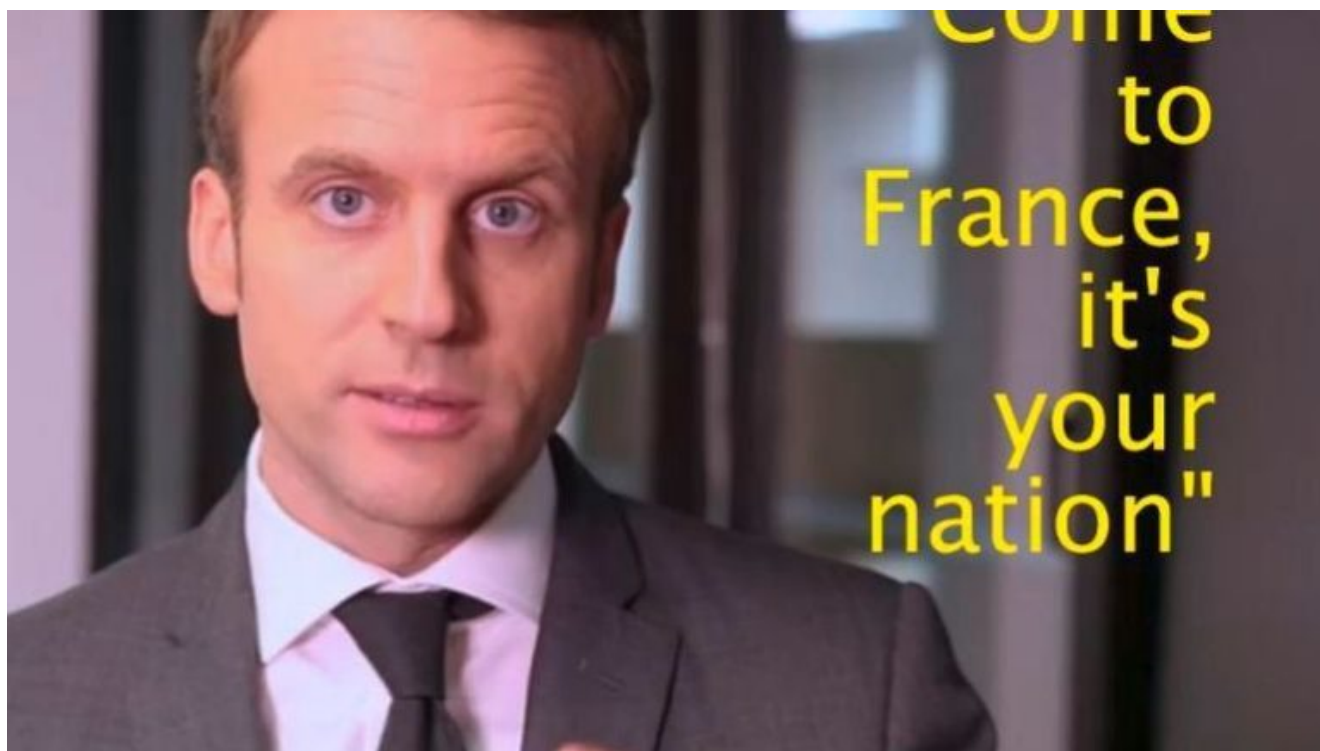


Langue française et Francophonie : forfaiture gouvernementale ?

écrit par Christine Tasin | 13 novembre 2022



Le bateau prend l'eau de tous les côtés et l'un des principaux, dont les medias ne parlent pas, c'est l'attaque de la langue française par la Macronie, bien précisée dans le communiqué de presse ci-dessous du Haut Conseil International de la Langue française et de la Francophonie.

COMMUNIQUÉ de PRESSE du 11/11/2022

Le *Haut Conseil international de la Langue française et de la Francophonie* (HCILFF, 37 associations et 192 personnalités membres), **constatent** l'échec de la politique du français annoncée sous la Coupole par le Président de la République, le 20 mars 2018, journée mondiale de la Francophonie.

Il est certes légitime que le Président se glorifie d'avoir adopté dès 2017 le projet, lancé en 2001 par nos associations, de *Cité internationale de la Francophonie*.

Mais ce volet intéressant, dûment salué par nous, du « En même temps » est loin d'équilibrer les très graves atteintes portées à la politique annoncée : inertie malgré ses promesses écrites face au coup d'État post-Brexit de l'**anglo-américain promu illégalement « langue commune »** par la *Commission européenne* ; nouvelle carte d'identité communautaire traduite seulement en anglais ; **obligation d'attester d'une bonne connaissance du seul anglais pour accéder à l'enseignement supérieur** ; prolifération facilitée (1400 en 2022) des **illégalles formations diplômantes offertes exclusivement en anglais** ; **français proliférant et imposé** partout jusque dans les dénominations des universités et des projets gouvernementaux ; **désintérêt pour l'action culturelle extérieure, la Francophonie mondiale, l'Afrique francophone dont certains États adhèrent au Commonwealth.**

Ce lourd bilan donne le sentiment que nos dirigeants sont devenus acteurs de l'offensive générale tendant à remplacer

à terme le français par l'anglais.

Honneur à l'Académie française, phare national qui a osé à la fois refuser l'idéologie importée du genre, condamner l'écriture inclusive, s'élever dans les médias contre l'invasion du franglais et l'illégalité de la nouvelle carte d'identité.

Le *Haut Conseil international* salue ce valeureux mais fragile rempart, et encourage vivement le Président et son gouvernement à mettre fin à cette détestable forfaiture.